

Mis en œuvre en 2009, le DAFA a atteint une vitesse de croisière. Le DAFA a été élaboré par les organismes nationaux de loisir, sous la responsabilité du Conseil québécois du loisir, afin de créer une formation unique qui établit un standard collectif de formation en animation et qui permet de répondre aux exigences croissantes de la clientèle. Au terme de cette période d'implantation, ses responsables ont fait le point et évalué cette initiative partenariale, en collaboration avec l'Observatoire québécois du loisir, afin de procéder aux ajustements utiles pour mieux atteindre les objectifs visés. Depuis son lancement, 21 549 jeunes et 1228 cadres responsables de la formation se sont inscrits à la certification alors que 346 organisations locales ont été agréées (OLA) et ont offert 1149 sessions de formation.

Ce bulletin présente les principaux résultats de l'évaluation 2014 du Programme DAFA. Un second bulletin, à paraître à l'hiver 2016 sous la plume du CQL exposera les pistes envisagées pour le futur.

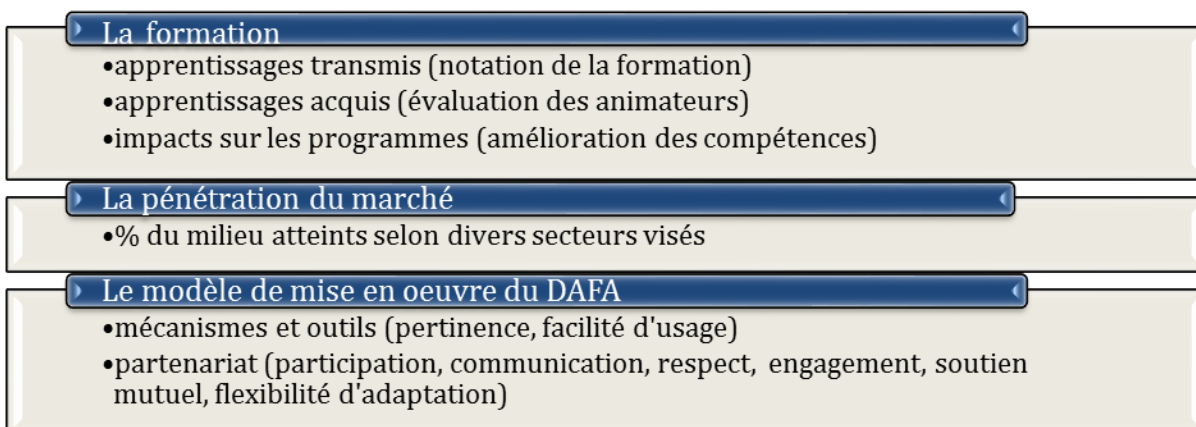
L'évaluation 2014

Qu'est-ce qui a été évalué ?

L'évaluation a porté sur l'efficacité et l'efficience du Programme de Diplôme d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (DAFA).

Au plan de l'efficacité, il s'agissait d'évaluer le programme dans sa globalité en privilégiant, toutefois, les dimensions touchant les apprentissages et leurs effets sur les animateurs

Au plan des dimensions d'efficience, les caractéristiques spécifiques du modèle de mise en œuvre, fondé sur le partenariat, à tous les paliers du système (national, régional et local), ont été mesurées. Des éléments comme la communication entre les composantes du réseau, la clarté et l'exécution des rôles, la participation et le respect des partenaires ainsi que le soutien attendu des uns et des autres sont au cœur de cette dimension



ainsi que l'animation et celles touchant les clientèles rejointes. En somme, obtient-on de meilleurs animateurs et rejoint-on un nombre significatif de milieux et de personnes considérant la mission du DAFA ?

de l'évaluation.

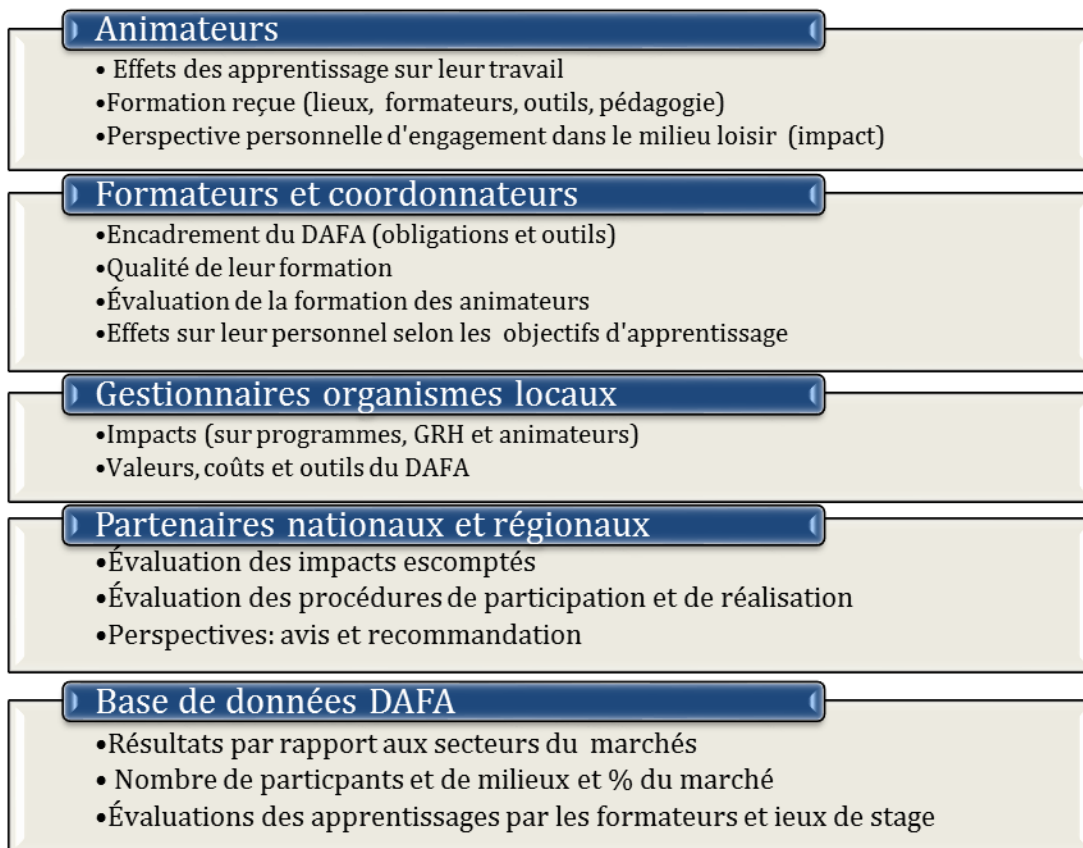
Le graphique précédent décrit les objets évalués et, entre parenthèses, les indicateurs utilisés.

Comment a-t-on procédé?

Un questionnaire a été adressé aux diverses catégories d'acteurs et complété par 997 répondants. Le recours à l'importante base de données que possède l'administration du Programme DAFA a permis d'obtenir des informations déjà disponibles.

Pour chacune de ces sources, voici les types d'informations qui ont été cueillies.

Profil des répondants.



L'animateur moyen est de sexe féminin, âgé de moins de 20 ans et poursuit des études supérieures dans un domaine lié au champ de l'animation. Il œuvre en milieu des camps de jour municipaux et dans une moindre mesure en camps de vacances.

Par ailleurs, sa formation DAFA a été mise à contribution seulement dans le milieu où il a acquis sa formation.

Les cadres responsables de la formation à la différence des animateurs, sont majoritairement

des hommes, possédant des études supérieures dans un domaine lié à l'animation des enfants. Ils œuvrent principalement en milieu municipal auprès de la municipalité ou d'un organisme partenaire.

Les résultats

Les résultats obtenus grâce aux divers outils de collectes de données utilisés auprès des parties prenantes du Programme DAFA permettent d'identifier quelques constats utiles pour l'amélioration du programme. Certains renvoient à

des questions d'organisation ou de techniques alors que d'autres sont plus structurants.

Appréciation générale :

Selon ses objectifs initiaux, le Programme DAFA vise à :

- ✓ offrir un standard de qualité et de sécurité en animation ;
- ✓ valoriser le travail des animateurs ;
- ✓ encourager la relève dans le milieu du loisir.

Toutes les parties prenantes (animateurs, formateurs et organisations agréées) apprécient unanimement le DAFA et souhaitent sa pérennité. Dans une forte proportion, elles se disent prêtes à recommander le DAFA.

- ☒ Les activités du DAFA atteignent le premier objectif de toute évidence, soit d'offrir un standard de qualité et de sécurité en animation. Au plan des effets sur l'animation, on reconnaît principalement que le DAFA a procuré une connaissance des enfants et des façons d'animer qui ont amélioré les services aux enfants.
- ☒ Par rapport à l'objectif de valorisation, on constate que la formation n'a pas eu d'effets apparents sur la valorisation de la fonction d'animateurs. Dans la mesure où les animateurs souscrivent peu à l'affirmation « Ces connaissances ont été utiles pour découvrir les perspectives de carrière, d'études et de bénévolat en loisir? » Toutefois, cet objectif de valorisation reste justifié notamment pour assurer un recrutement et une rétention de qualité.
- ☒ Le troisième objectif qui veut *encourager la relève dans le milieu du loisir* apparaît moins pertinent dans la mesure où les animateurs participants à la formation ont déjà majoritairement choisi leur champ d'études et l'univers professionnel qui l'encadre.

Pénétration du marché et taux de diplomation.

Le Programme DAFA déclare comme autre objectif sa volonté de devenir l'unique programme hors les institutions d'enseignement de formation en

animation reconnu par les organismes nationaux de loisir. Pour cela, il doit donc pénétrer tous les secteurs du loisir et s'implanter dans toutes les régions du Québec.

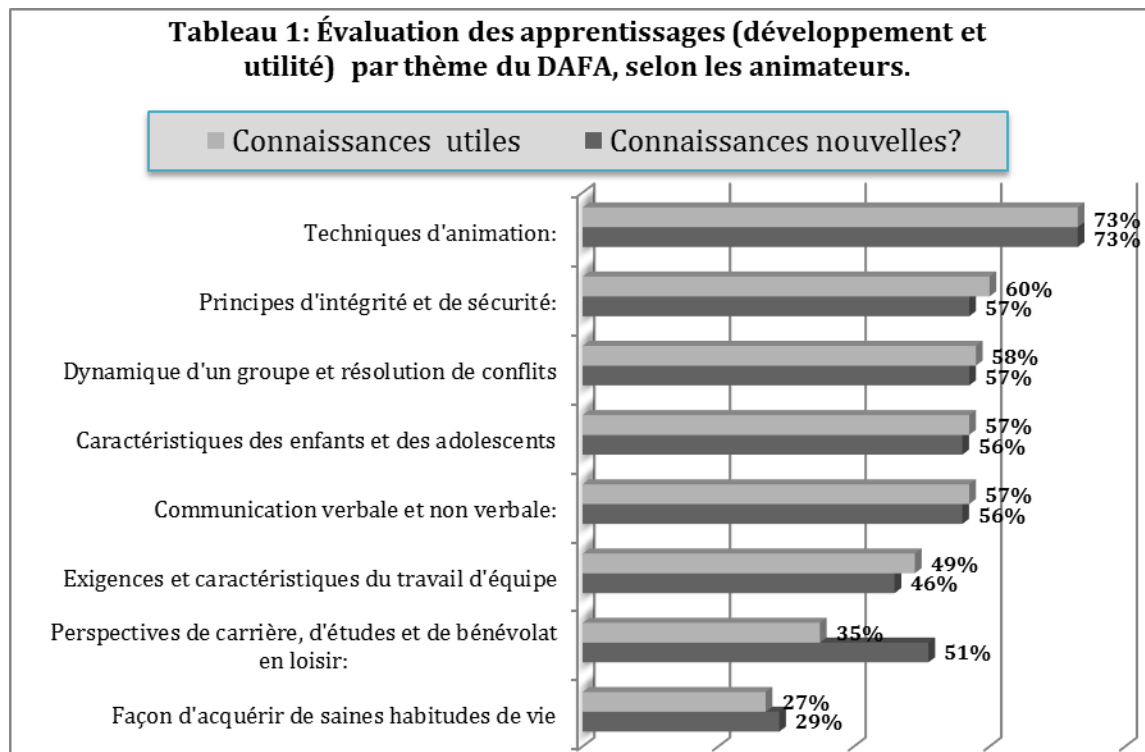
- ☒ De façon claire, le DAFA est connu et reconnu dans le milieu. La provenance des répondants montre que l'influence du DAFA touche toutes les régions du Québec.
- ☒ On situe autour de 40% du marché potentiel le nombre d'inscrits au programme. Si on tient compte de la précarité de plusieurs camps de jour ruraux et de l'absence actuelle du DAFA dans certaines villes, il s'agit là d'un succès significatif après quelques années de mise en œuvre.
- ☒ Le taux de diplomation actuel, de l'ordre de 80%, pourrait être encore amélioré, tout comme le taux de pénétration du marché ce qui contribuerait aux objectifs de valorisation de l'animateur et de l'animation.

Bien que nous ne possédions pas de données complètes pour comprendre ce taux de non diplomation, quelques entrevues post enquête permettent de lier la faiblesse du taux de réussite, à la non complétion du programme ou d'évaluation du stage comme facteurs explicatifs.

Faut-il aussi lier ce phénomène au fait que les organisations locales indiquent que les tâches plus pédagogiques apparaissent les plus difficiles? Et ce bien que dans l'ensemble, le niveau général de difficulté des tâches n'est pas très élevé.

Apprentissages

Le plan de formation touche huit dimensions qui ont été évaluées.



Sur le plan des apprentissages, les résultats sont cohérents avec l'appréciation et la vision générale exprimées précédemment : la formation est ciblée vers la tâche immédiate.

- ▣ On a appris davantage et on reconnaît davantage l'impact du DAFA sur les thèmes liés à l'animation sur le terrain, soit en connaissance des enfants, en techniques d'animation et en sécurité et en travail d'équipe.

☒ Bien que sa justification soit reconnue, l'objectif de renforcer la capacité des animateurs à soutenir l'acquisition des saines habitudes de vie a été peu atteint. Les animateurs ont peu identifié la formation DAFA comme une source d'apprentissage, ce qui pourrait être lié à la nature transversale et conceptuelle de cette notion dans le programme. Par ailleurs, les animateurs affirment dans une très forte proportion qu'ils savent améliorer les saines habitudes de vie des enfants. On doit, dès lors, questionner la valeur ajoutée de ce bloc.

- ▣ Sur le plan de la perspective de carrière et de la connaissance du monde du loisir, un questionnement s'impose tant sur la pertinence que le contenu. Peut-être faut-il évoluer vers la thématique de l'éducation au loisir tant des enfants que des animateurs ?

Enfin, plusieurs commentaires invitent à envisager divers niveaux d'avancement dans le programme pour respecter les années d'expérience et la diversité de la formation acquise.

Déroulement et outils de formation

On constate que :

- ✓ la formule de fin de semaine est privilégiée
- ✓ la majorité des animateurs y participent pour répondre aux exigences de leur employeur actuel ou futur
- ✓ les formateurs sont généralement appréciés
- ✓ le guide de l'animateur apparaît parfois éclaté, mériterait d'être synthétisé et mieux ciblé sur la fonction d'animation.

- ✓ le site WEB, souhaité plus convivial a pour sa part été complètement refondu et amélioré.¹

attention particulière devra être apportée à cette situation.

Cadre organisationnel du DAFA.

Le cadre organisationnel du DAFA s'appuie sur les deux principes suivants :

- Un fonctionnement décentralisé permettant d'offrir la formation partout au Québec et la flexibilité donnée aux organisations locales de loisir permettant d'adapter la formation aux besoins de chaque milieu.
- La concertation et la collaboration entre les différentes organisations nationales de loisir.

Satisfaits du CQL en matière de communications, de services et d'organisation, les OLA expriment un désir de maintenir la décentralisation, souhaitent toujours une application souple des balises et refusent de considérer que leurs tâches sont trop lourdes.

À ce chapitre, les résultats de l'évaluation réalisée en 2014 permettent de constater que :

- ▣ Les organisations locales agréées (OLA) expriment leur satisfaction envers le CQL (communication et services).
- ▣ Les tâches plus pédagogiques (concevoir un plan de formation, déterminer les équivalences, identifier le format de formation, évaluer le stage) sont les plus difficiles pour les organisations locales.
- ▣ Le niveau de difficulté objectif de ces tâches n'est pas insurmontable. Toutefois, il ne peut être négligé considérant son lien direct avec la qualité de la formation et leurs impacts sur la mission même du DAFA.
- ▣ L'évaluation du stage et la transmission de la formation sont souvent (38 et 41% des cas) déléguées à des personnes non-certifiées. Sur le plan du contrôle de la qualité, ces résultats soulèvent certaines inquiétudes. Bien qu'on puisse penser que ces personnes possèdent généralement des habiletés pertinentes et jouissent de la confiance des organismes concernés, une

¹ L'évaluation a porté sur la version antérieure du site